

Femmes politiques et médias : éléments de réflexion

Manon Tremblay

Volume 13, numéro 2, 2000

Communications

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/058101ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/058101ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Tremblay, M. (2000). Femmes politiques et médias : éléments de réflexion. *Recherches féministes*, 13(2), 131–136. <https://doi.org/10.7202/058101ar>

Résumé de l'article

L'objectif premier de cette note de recherche est de réfléchir à la relation femmes politiques et médias, telle qu'elle s'est posée dans le contexte du colloque « Femmes politiques et médias », organisé conjointement par le Groupe Femmes, Politique et Démocratie de Québec et le Centre de recherche sur Femmes et politique de l'Université d'Ottawa. Une idée qui a animé les débats veut que les médias ne traiteraient pas les femmes politiques en toute neutralité, voire qu'ils leur réserveraient un traitement sexiste. Si cette proposition se retrouve souvent dans les recherches, elle est loin de faire l'unanimité parmi les journalistes ainsi que les femmes et les hommes politiques. Il faut donc souhaiter que les prochaines années seront fertiles en réflexions sur la relation entre les femmes politiques et les médias, et ce, particulièrement dans un contexte de médiatisation croissante de la vie politique.

Note de recherche

Femmes politiques et médias : éléments de réflexion

MANON TREMBLAY

Le 28 avril 2000 se tenait, au Centre de recherche Femmes et politique de l'Université d'Ottawa, le colloque « Femmes politiques et médias ». Organisé conjointement avec le groupe Femmes, Politique et Démocratie de Québec, le colloque avait un double objectif : 1) recueillir, partager et analyser les points de vue de femmes politiques, de journalistes et des participantes quant à un présumé double standard dans le traitement médiatique des politiciennes; et 2) explorer quelques stratégies en vue d'apprivoiser la relation femmes politiques et médias. À cet effet, une table ronde avait été organisée en matinée. Elle réunissait des journalistes (Manon Cornellier et Jean Lesage, tous deux du *Devoir*) et deux femmes engagées dans l'action militante (Linda Julien, ancienne présidente de la Commission féminine nationale du Parti libéral du Canada, et Christiane Gagnon, députée du Bloc québécois à Ottawa). Mon but n'est pas ici de faire le compte rendu exhaustif de cette table ronde, mais bien de partager avec les lectrices et les lecteurs certaines réflexions qui me sont venues à la suite de la tenue du colloque.

Partons de la question suivante : pourquoi est-ce important de réfléchir à la relation femmes politiques et médias ? La première raison est sans aucun doute que cette équation enserme deux phénomènes majeurs qui ont marqué la politique occidentale au cours des trois dernières décennies, soit l'affirmation des médias comme acteur de plain-pied dans le jeu politique et l'élection de femmes dans les espaces démocratiques. Il peut donc être pertinent de s'interroger sur la rencontre de ces deux forces et, plus particulièrement, sur les effets de la première sur la seconde. La deuxième raison découle de la première : nombres d'études, surtout américaines, laissent à penser que les médias ne traitent pas les femmes politiques en toute neutralité, voire qu'ils embrasseraient la règle du double standard en réservant un traitement sexiste aux femmes politiques. Précisons que cette idée était loin de faire l'unanimité parmi les membres de la table ronde !

Certes, il n'est pas aisé d'admettre que les médias pourraient traiter les femmes politiques de façon sexiste. Cela revient à remettre en question la thèse de la responsabilité sociale des médias. Ceux-ci failliraient ainsi à leur rôle de chien de garde de la démocratie, soit de présenter une information rigoureuse afin que la population puisse faire des choix éclairés. Cette vision pose l'objectivité comme un postulat et, partant, ignore les nombreuses forces qui tissent la production de la nouvelle, notam-

ment la compréhension qu'ont les journalistes des rapports sociaux de sexe. Par exemple, pourquoi l'interprétation des écarts dans les intentions de vote des femmes et des hommes (*gender gap*) repose-t-elle à peu près toujours sur l'analyse des positions de celles-là par rapport à ceux-ci ? Les sondages nous rappellent toujours que les Québécoises soutiennent moins l'option souverainiste que les Québécois, ceux-ci devenant la norme et celles-là, la déviance. Je n'ai jamais pu mettre la main sur une étude qui posait plutôt la question de la façon suivante : pourquoi les hommes soutiennent-ils davantage que leurs compagnes l'option souverainiste ?

Il est d'autant plus malaisé d'admettre que les médias pourraient traiter les femmes politiques de façon sexiste que, considérant qu'ils constituent la principale source d'information de la population — notamment la télévision, il serait alors justifié de s'inquiéter au sujet de la qualité de la vie démocratique. En effet, plusieurs études américaines ont montré l'influence qu'exercent les médias sur les perceptions de l'électorat à l'égard des candidates et des candidats ainsi que sur la construction de leur image politique (Iyengar et autres 1997; Kahn 1993, 1994, 1996). Or, si les médias présentent les femmes politiques sous un jour défavorable, alors ils incitent peut-être l'électorat à se détourner des candidatures féminines, contribuant ainsi au déficit de représentation qui marque nos institutions dites « représentatives ». Outre l'exclusion des corps, il y a celle — plus grave de mon point de vue — des idées. En effet, s'il advenait que les femmes et les hommes en politique aient des idées et des comportements qui diffèrent (ce que maintes études tendent à démontrer), alors la rareté des femmes dans l'espace politique pourrait signifier une gouverne qui fonctionne avec des ressources moindres, voire que les demandes, les besoins et les intérêts des femmes n'auraient pas pleinement droit de cité en politique. Les médias participeraient de cette façon à la marginalisation politique des femmes.

Cela dit, il faut aussi reconnaître que la nouvelle — *output* manifeste des médias — est le produit d'un processus complexe situé dans le temps et l'espace. Pensons simplement au problème (parce qu'à mon avis c'en est un) de la propriété et de la concentration de la presse au Canada et au défi qu'il pose en matière de liberté de pensée et de libre circulation des idées. Songeons aussi aux normes de la profession (stéréotyper pour saisir l'attention, simplifier et résumer l'événement) et aux conditions de sa pratique quotidienne qui, bien souvent, obligent à sacrifier la profondeur de l'analyse à certaines exigences temporelles et spatiales. Arrêtons-nous aux « consommateurs et consommatrices » de la nouvelle qui ne veulent peut-être pas voir leurs certitudes remises en question... Penchons-nous enfin sur les acteurs qui animent l'univers des médias, encore largement dominé par les hommes et par leurs valeurs. Bien sûr, depuis les années 70, les femmes ont fait des progrès importants dans cet univers, quoiqu'elles soient encore très loin des postes de commande. Cela dit, il faut probablement se réjouir qu'il y ait plus de femmes journalistes; selon certains travaux américains, si ces dernières respectent les normes de leur profession (c'est-à-dire si elles font du journalisme comme les hommes), elles s'intéressent par ailleurs à des thématiques différentes des leurs et elles n'interrogent pas les mêmes témoins (elles interpellent plus souvent des femmes que ne le font leurs collègues masculins : Mills 1997; Weaver 1997). Cette donnée n'est pas négligeable, puisqu'elle

pourrait permettre de désamorcer la relation supposée entre médias, traitement sexiste et femmes politiques. Ainsi, il m'apparaît que le fait que les femmes journalistes sont plus portées que leurs homologues masculins à donner la parole à des femmes (ce qui inclut aussi des femmes politiques) est déjà une façon de briser un préjugé sexiste qui taxe d'illégitime la voix des femmes dans l'espace public. Des recherches s'imposent donc pour mettre en évidence toutes les conséquences de l'avènement de femmes journalistes sur le traitement médiatique des politiciennes au Canada en vue de vérifier si les femmes et les hommes journalistes font le même traitement des femmes politiques.

Le colloque « Femmes politiques et médias », pour sa part, a permis de mettre au jour le manque flagrant de connaissances dans ce champ de recherche. En fait, les études canadiennes et québécoises se comptent sur les doigts des deux mains, quoique cette thématique suscite de plus en plus d'intérêt parmi les chercheuses. Néanmoins, les quelques données que nous possédons concernant le Canada rejoignent, pour l'essentiel, les conclusions des études étrangères. L'une de ces conclusions suggère que les médias canadiens et québécois réserveraient un traitement sexiste aux femmes politiques. Par exemple, Gingras (1995) a montré que les femmes politiques bénéficiaient d'une couverture médiatique moins étendue et plus négative que leurs homologues de l'autre sexe, du moins pour ce qui est des principaux quotidiens de la région d'Ottawa au début des années 90. Ce sexisme frappe même les femmes qui ont atteint le plus haut sommet de la hiérarchie des partis politiques au Canada, quoiqu'il s'exprime de façon insidieuse plutôt que manifeste. Cette observation est issue d'une analyse du contenu des caricatures éditoriales publiées dans les principaux quotidiens canadiens au cours de la campagne électorale de 1993. Les caricaturistes ont alors donné la parole moins souvent à Audrey McLaughlin et à Kim Campbell qu'aux trois leaders masculins (Lucien Bouchard, Jean Chrétien et Preston Manning). Qui plus est, lorsqu'elles parlaient, c'était plus souvent qu'eux pour se défendre. Les deux femmes leaders ont aussi entretenu un rapport négatif à l'action, la subissant plutôt qu'elles ne la contrôlaient. Enfin, les femmes leaders ont plus souvent été associées à une faiblesse de caractère que ne l'ont été les trois leaders masculins.

Il me semble que l'élection fédérale de 1997 offre aussi un exemple croustillant de traitement sexiste des femmes politiques. Bien sûr, je fais référence ici à la saga médiatique ayant entouré le manuel de la candidate produit par la Commission féminine nationale du Parti libéral du Canada. Linda Julien, alors présidente de la Commission, était à la table ronde pour parler de ce moment de l'élection de 1997. Rappelons que le manuel prodiguait quelques conseils aux candidates libérales, dont certains concernaient leur apparence physique : comment se vêtir et quelles couleurs éviter, comment choisir les bijoux qu'elles porteraient, que faire de leurs cheveux, comment se maquiller, etc. Bien des médias se sont moqués du manuel, y voyant là, purement et simplement, un outil d'objectivation des femmes politiques. Je me permets de ne pas être d'accord. *Primo*, plusieurs études, tant canadiennes (Tremblay 1999; Tremblay et Pelletier 1995) qu'étrangères (Freedman 1997), ont montré que les femmes et les hommes politiques n'entretiennent pas les mêmes rapports à

l'apparence physique; pour l'électorat (ou, du moins, certaines de ses composantes), l'apparence physique des femmes politiques est intimement liée à leurs compétences. Le manuel n'a fait que conseiller les candidates sur une réalité avec laquelle elles auraient à composer en campagne électorale. À cet égard, je me souviens d'une ministre qui, m'ayant accordé un entretien pour *Que font-elles en politique ?*, m'a avoué qu'elle tenait un registre de ses tenues vestimentaires. De son avis, les médias n'auraient pas manqué de faire leurs choux gras du fait que, de passage dans une ville à quelques mois d'intervalle, elle aurait porté la même robe... Sur un autre terrain, rappelez-vous comment ont été désignées les femmes membres du gouvernement Juppé en France¹... *Secundo*, en traitant la question de l'apparence physique des candidates, le manuel libéral empruntait la même voie que d'autres outils similaires produits par des groupes de femmes américains destinés à soutenir les candidates (par exemple EMILY'S List ou National Women Political Caucus)². En bref, je considère que le contenu du manuel était juste, mais que le message a été très mal exprimé et, surtout, récupéré par des médias plus soucieux de spectacle que de réflexion.

Il faut souhaiter que les prochaines années seront fertiles en recherches sur la relation entre les femmes politiques et les médias. Ainsi, je crois important de circonscrire les dynamiques qui inspirent les femmes politiques (et leurs équipes) dans la construction de leur image médiatique. Par exemple, les femmes politiques s'associent-elles sciemment aux dossiers de reproduction ou est-ce les médias qui leur réservent cet espace du théâtre politique ? Sont-elles réellement moins compétentes pour parler de défense, d'affaires étrangères ou d'économie ou bien les fait-on paraître ainsi ? Il serait également important de vérifier si les médias rendent correctement le message que veulent livrer les femmes politiques — et d'en faire une comparaison avec celui des hommes. À cet effet, on se souviendra des nombreuses rectifications qu'avait dû faire Kim Campbell lorsqu'à l'élection de 1993 elle avait déclaré qu'une campagne électorale n'était pas le moment pour tenir des débats de fond sur la question des programmes sociaux. Qui connaît le moindrement la dynamique d'une campagne électorale sera d'accord avec elle ! Il me semble aussi essentiel d'explorer la dynamique femmes politiques-journalistes : le traitement médiatique des femmes politiques varie-t-il selon le sexe de la ou du journaliste ? Est-il plus facile pour les femmes politiques de transmettre leur message lorsqu'elles l'expriment à une femme plutôt qu'à un homme journaliste ? Les femmes et les hommes journalistes partagent-ils la même grille d'analyse lorsqu'ils s'adressent aux femmes politiques ? Bref, on l'aura compris, la relation femmes politiques et médias offre l'un des terrains les plus prometteurs pour la recherche sur les femmes et la politique au cours des prochaines années.

1. On les appelait « Les Jupettes ».

2. Voir à cet effet Rozell 2000.

 RÉFÉRENCES

FREEDMAN, Jane

1997 *Femmes politiques : mythes et symboles*. Paris, L'Harmattan.

GINGRAS, François-Pierre

1995 « Daily Male Delivery. Women and Politics in the Daily Newspapers », in François-Pierre Gingras (dir.), *Gender Politics in Contemporary Canada*. Toronto, Oxford University Press : 191-207.

IYENGAR, Shanto et autres

1997 « Running as a Woman : Gender Stereotyping in Women's Campaigns », in Pippa Norris (dir.), *Women, Media, and Politics*. Oxford, Oxford University Press : 77-98.

KAHN, Kim Fridkin

1996 *The Political Consequences of Being a Woman*. New York, Columbia University Press.

1994 « Does Gender Make a Difference? An Experimental Examination of Sex Stereotypes and Press Patterns in Statewide Campaigns », *American Journal of Political Science*, 38, 1 : 162-195.

1993 « Gender Differences in Campaign Messages : The Political Advertisements of Men and Women Candidates for U.S. Senate », *Political Research Quarterly*, 46, 3 : 481-502.

MILLS, Kay

1997 « What Difference Do Women Journalists Make? », in Pippa Norris (dir.), *Women, Media, and Politics*. Oxford, Oxford University Press : 41-55.

ROZELL, Mark J.

2000 « Helping Women Run and Win : Feminist Groups, Candidate Recruitment and Training », *Women & Politics* 21, 3 : 101-116.

TREMBLAY, Manon

1999 *Des femmes au Parlement : une stratégie féministe ?*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage.

TREMBLAY, Manon, et Nathalie BÉLANGER

1997 « Femmes chefs de partis politiques et caricatures éditoriales : l'élection fédérale de 1993 », *Recherches féministes*, 10, 1 : 35-75.

TREMBLAY, Manon, et Réjean PELLETIER

1995 *Que font-elles en politique ?*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.

WEAVER, David H.

1997 « Women as Journalists », in Pippa Norris (dir.), *Women, Media, and Politics*.
Oxford, Oxford University Press : 21-40.